

• (1230)

Ils disent que nous n'avons pas les moyens, pour l'instant de nous permettre d'aider le développement régional et qu'ils en augmenteront les crédits plus tard. Allez raconter cela aux pêcheurs et aux ouvriers du secteur forestier qui ont déjà fait l'objet de coupures. Le député parle d'augmentations pour le développement économique industriel. Le budget des dépenses fait voir que les crédits ont été réduits de plus de 200 millions, soit plus de 25 p. 100. Entre-temps, combien de petites entreprises vont disparaître? Combien de travailleurs vont finir sur les rôles du bien-être social? Combien de familles à Summerside, en Île-du-Prince-Édouard, vont devoir abandonner leur maison et leur collectivité?

[Français]

Monsieur le Président, je comprends très bien la colère des travailleurs qui se rendent compte que le gouvernement se désengage totalement de l'assurance-chômage. Je comprends très bien la colère des étudiants et des malades qui se demandent pourquoi le gouvernement entend réduire de 270 millions de dollars par année sa contribution au financement de l'éducation et des soins de santé.

L'universalité des programmes sociaux: Le gouvernement nous dit que ce sera les riches qui vont payer. Peut-être aujourd'hui, mais demain, ce sera la classe moyenne, car le seuil de 50 000\$ n'est pas indexé, et alors, sous les conservateurs, encore une fois, la disparition de la famille ordinaire continue sans arrêt.

[Traduction]

Le gouvernement réduit les fonds destinés aux autochtones et au multiculturalisme. La formation linguistique des immigrants a été réduite de moitié depuis deux ans. Les programmes à l'intention des femmes sont complètement supprimés au Secrétariat d'État. Voilà les choses qui font le caractère du Canada, celles qui donnent au Canada son cœur et son caractère, mais que le gouvernement a violées et saccagées. Il ne s'agit pas simplement de chiffres sur une feuille de papier. Il s'agit de l'âme du pays.

J'ai entendu à maintes reprises les députés d'en face comparer la gestion d'un gouvernement à la gestion d'un ménage. Alors prenons-les au mot. Les ménages ont des dettes. Est-ce que cela veut dire que ces ménages cessent d'envoyer leurs enfants à l'école? Je ne connais pas un ménage qui fasse cela, mais le gouvernement, lui, a réduit l'enseignement postsecondaire. Est-ce qu'un ménage cesse de mettre du pain sur la table? Aucune famille ne ferait cela à ma connaissance, mais le gouvernement a réduit l'aide aux agriculteurs. Un ménage cesse-t-il d'in-

Le budget des dépenses

vestir dans son avenir économique? Je n'en connais aucun qui le ferait, mais le gouvernement a coupé l'aide au développement régional et va diminuer son aide aux activités de recherche et de développement.

M. Hockin: Ce n'est pas vrai.

M. Martin (LaSalle—Émard): Pas d'après le document que nous avons en main. Le député devrait commencer par lire ses propres documents. Dieu sait qu'il a accès au budget des dépenses. Il devrait jeter un coup d'oeil sur le budget des dépenses de l'an dernier et sur celui de l'année précédente. Il devrait examiner les réalisations du gouvernement et reconnaître que celui-ci se moque éperdument des Canadiens.

M. Hockin: Lisez ceci.

M. Martin (LaSalle—Émard): Ne me dites pas quoi faire. Dites plutôt aux travailleurs de lire les petites annonces. N'est-ce pas la phrase qu'on a citée?

Nul besoin de dire aux députés de ce côté-ci de la Chambre que le déficit pose un problème, mais ce budget établit manifestement que les grands responsables sont les taux d'intérêt excessifs et cela, pour une valeur de six milliards de dollars s'il faut en croire ces documents. Le gouvernement s'est-il attaqué au problème? Non. Il ne cherche qu'une chose: une excuse pour se dérober au difficile devoir de gouverner.

L'an dernier, le gouvernement a gonflé ses recettes en anticipant le paiement d'impôts. Cette année, il exagère ses prévisions de dépenses en diminuant ses réserves de deux milliards de dollars. Le gouvernement trafique ses livres.

Le Budget des dépenses ne doit pas être qu'une simple série de colonnes de chiffres. Le gouvernement doit y manifester son sens des responsabilités devant l'évolution de la société. Or, le gouvernement dit aux Canadiens que pour ce qui est du sort des régions et des personnes nécessiteuses, il s'en lave les mains. Ce n'est pas là l'attitude d'un gouvernement responsable.

Les dés sont jetés. Nous venons à peine de commencer à étudier le budget et il ressort déjà on ne peut plus clairement que le gouvernement a donné un nouveau sens au mot cynisme. Avant les élections, il nous disait que tout était parfait; après, il nous dit qu'il n'a pas les moyens de relever les défis que pose l'administration d'une nation moderne.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, comprenons le pays et nous connaissons les Canadiens. Nous connaissons leurs valeurs et nous les partageons. Notre objectif est de bâtir un pays, non de le détruire. Je peux dire aux députés que le compte à rebours a commencé. Le gouvernement saura très bientôt que son heure a sonné.